Rencontres nationales sur l'enseignement de l'économie

Le 26 avril 2003
Paris - Sorbonne

Nous avions publié en 2000, dans la revue *Issues* la « lettre ouverte des étudiants en économie aux professeurs et responsables de l'enseignement de cette discipline ». Répondant à cet appel de pr emièr es Rencontres sur l'enseignement de l'économie vont se tenir. Nous avons jugé utile de publier la présentation de celles-ci faite par le collectif d'organisation.

COMPRENDRE L'ÉCONOMIE POUR COMPRENDRE LE MONDE : UNE EXIGENCE DÉMOCRATIQUE

La démocratie meurt quand les citoyens sont dépossédés des moyens d'intelligence et de transformation du destin collectif. A un moment où les phénomènes économiques qui pèsent le plus sur l'existence individuelle et sociale sont majoritairement présentés comme des « contraintes », des « lois », des « mécanismes », c'est-à-dire des fatalités devant lesquelles l'humanité est impuissante, il est de la plus grande nécessité de s'interroger sur la manière dont s'opère la diffusion ou, bien souvent, la non diffusion des moyens intellectuels permettant de comprendre la nature du système économique qui régit les sociétés, et plus fondamentalement encore, permettant de saisir le rôle que joue l'économie dans la société, dans le fonctionnement politique, dans la marche du monde.

Les premières **Rencontres sur l'enseignement de l'économie**, co-pilotées par ATTAC et l'Institut de recherches de la FSU avec le partenariat actif d'associations d'étudiants, d'enseignants et de la revue *Alternatives économiques*, visent à poser publiquement et le plus largement la question :

Comment l'enseignement et la formation peuvent-ils donner effectivement aux citoyens les instruments théoriques et factuels qui leur sont indispensables pour comprendr e le sens des transformations économiques et sociales et avoir prise sur ces évolutions ?

ANALYSER ET RÉFORMER L'ENSEIGNEMENT DE L'ÉCONOMIE

La formation du citoyen passe d'abord par le système d'enseignement. On est en droit d'attendre d'un service public la diffusion d'une culture objective, pluraliste et critique, indispensable au jugement éclairé en matière de faits économiques et sociaux. On peut également penser que cette culture économique et sociale devrait être une composante de la culture commune transmise à tous les jeunes tout au long de leur scolarité.

Qu'en est-il en réalité ? Cet enseignement fait aujourd'hui débat.

Le mouvement des étudiants pour la réforme de l'enseignement de l'économie lancé au printemps 2000 a alerté l'opinion : les facultés de sciences économiques transmettent un savoir le plus souvent clos sur lui-même, atemporel, dogmatique et non pluraliste, qui ne permet pas même à ceux qui veulent devenir des spécialistes de l'économie de saisir le mouvement du monde ! Propos qui, pour vifs qu'ils aient paru, ne faisaient que suivre et précéder la substance des rapports les plus officiels (Vernières, Fitoussi), qui eux-mêmes ne faisaient que dire, avec plus ou moins de force, ce que beaucoup d'universitaires jusque-là isolés pensaient depuis longtemps.

Dans un tout autre sens, l'enseignement de sciences économiques et sociales en lycée fait l'objet d'attaques virulentes et régulières de la part d'une presse d'inspiration libérale (*L'Expansion*, *Capital*) au nom d'une adaptation de l'école aux « réalités », ce qui revient à dire, sous la plume des détracteurs, que la culture transmise aux élèves devrait nécessairement obéir aux courants idéologiques dominants.

Il s'agit avec ces **Rencontres** de commencer un premier état des lieux et, avant d'apporter les réponses, de s'interroger collectivement sur les réalités. L'économie s'enseigne dans de multiples disciplines et à de multiples niveaux. Cet enseignement est tantôt lié à des sections dites générales, tantôt à des formations technologiques et professionnelles ; s'il apparaît parfois explicitement, il est également intégré à d'autres disciplines (Histoire-Géographie, Technologie). Il faudrait également jeter un regard critique sur les contenus et les pratiques de ces divers enseignements : qu'est-ce qui est enseigné ? Comment ? Dans quel esprit ? Avec quels objectifs ? Mais il y a bien d'autres questions à se poser, à commencer par la vision de l'économie transmise par les médias ou la formation permanente des adultes.

En même temps, il est indispensable de réfléchir aux transformations à apporter à ces enseignements comme aux moyens de mettre en valeur et de développer ce qui, dans le système scolaire, contribue aujourd'hui à l'exercice d'une citoyenneté éclairée. Il conviendrait dans cet esprit de réfléchir à ce qui devrait être commun à toutes les formations et ce qui relèverait d'une spécialisation dans l'enseignement secondaire comme dans l'enseignement supérieur. De même, il faudrait certainement repenser l'articulation entre ces différents niveaux.

Des discussions sur les programmes sont en cours dans plusieurs disciplines, des rapports sont parus, des expériences ont déjà lieu, des propositions alternatives existent, qu'elles visent la mutation dans un sens pluraliste de l'enseignement de l'économie considérée comme une science valide en tant que telle ou qu'elle passe par une science

sociale unifiée. Les **Rencontres** auront, entre autres buts, celui de mettre en commun les acquis de ces expériences et les propositions de changement afin de les faire connaître à un plus large public et de les faire porter par un mouvement d'opinion plus vaste.

ÉCLAIRER L'OPINION PUBLIQUE PAR LA FORMATION CONTINUE DES CITOYENS ET LE LIBRE DÉBAT

La diffusion des instruments de compréhension du monde social et économique ne s'arrête pas au seul système d'enseignement, lequel d'ailleurs n'est pas fermé aux influences et exerce lui-même une action sur la formation et la circulation des idées. La question se pose plus largement à l'échelle de toute la société : quelles sont les médiations et instances sociales et politiques qui contribuent à former (ou à déformer) l'opinion en matière de culture économique et sociale ? Multiples sont les questions que nous devons nous poser et nombreux sont les citoyens qui ressentent le manque de vrais débats contradictoires, de véritables explications et analyses, remplacés la plupart du temps par des opérations de communication.

Nous avons cité plus haut des titres de la presse économique. On aurait pu citer des émissions de radio ou de télévision, voire des noms de journalistes spécialisés dans le domaine : quelle représentation dominante de l'économie découle de cette information ? Y a-t-il en direction du grand public une réelle pluralité de l'information économique et sociale ? Les partis politiques, les syndicats, les associations constituent-ils encore des sources de formation, de réflexion et de pluralisme ? Leur influence a-t-elle tendance à régresser au profit des experts spécialisés ? Et les organismes publics et les administrations, quel rôle jouent-ils dans l'animation du débat économique et social ? Enfin, à une époque d'hyper-concentration du secteur, quelle fonction joue l'édition dans le débat économique ?

Les **Rencontres** devront s'attacher à définir les conditions d'un vrai réveil du libre débat public. Comment les acteurs de la vie sociale, comment les institutions en charge de la formation « tout au long de la vie » peuvent-ils jouer un rôle nouveau et accru? Comment la presse et les médias pourraient-ils faire leur travail d'information et de discussion de façon plus ouverte et pluraliste ?

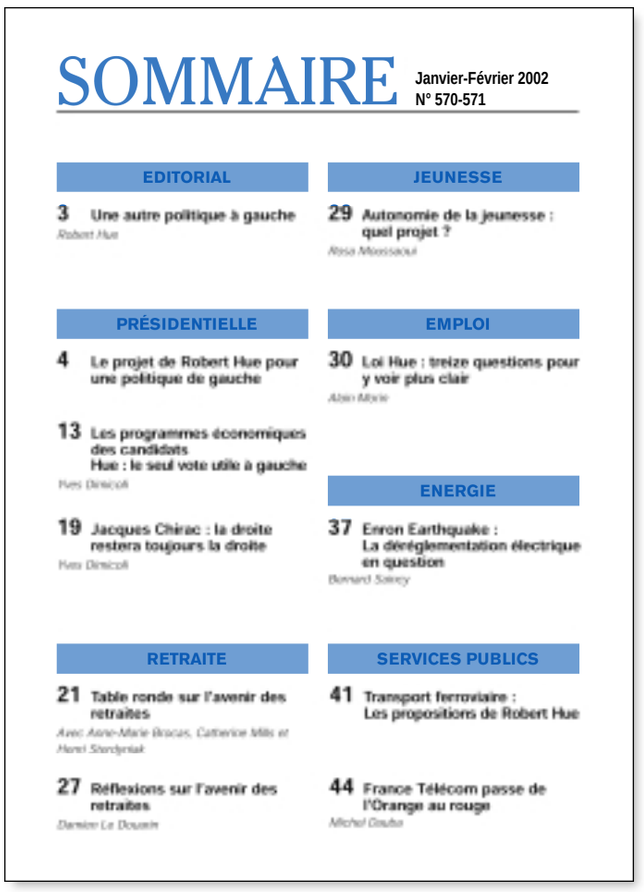
UNE PREMIÈRE ÉTAPE

Les **Rencontres** n'ont pas pour but de défendre une quelconque contre-orthodoxie, qui risquerait d'apparaître comme la simple symétrie des discours dominants.

Leur objet n'est pas seulement de critiquer ce qui se passe même si la critique est un moment nécessaire. Il s'agit de penser les conditions d'une refonte de la formation en matière économique et sociale et de proposer dès à présent des pistes de transformation.

Le champ entier des problèmes ne sera évidemment pas exploré en une journée. L'objectif sera atteint si, outre l'écho qu'auront ces premières **Rencontres**, elles ouvrent la voie à des travaux plus approfondis et des publications originales et de qualité à destination d'un public plus vaste.

Le Collectif d'organisation des **Rencontres.**



SOMMAIRE

Janvier-Février 2002
N° 570-571

EDITORIAL

3 Une autre politique à gauche
Robert Hue

PRÉSIDENTIELLE

4 Le projet de Robert Hue pour une politique de gauche

13 Les programmes économiques des candidats
Hue : le seul vote utile à gauche
Yves Dimicoli

19 Jacques Chirac : la droite restera toujours la droite
Yves Dimicoli

RETRAITE

21 Table ronde sur l'avenir des retraites
Avec Anne-Marie Brocas, Catherine Mills et Henri Sterdyniak

27 Réflexions sur l'avenir des retraites
Damien Le Doussin

JEUNESSE

29 Autonomie de la jeunesse : quel projet ?
Alissa Mossaoui

EMPLOI

30 Loi Hue : treize questions pour y voir plus clair
Alain Morin

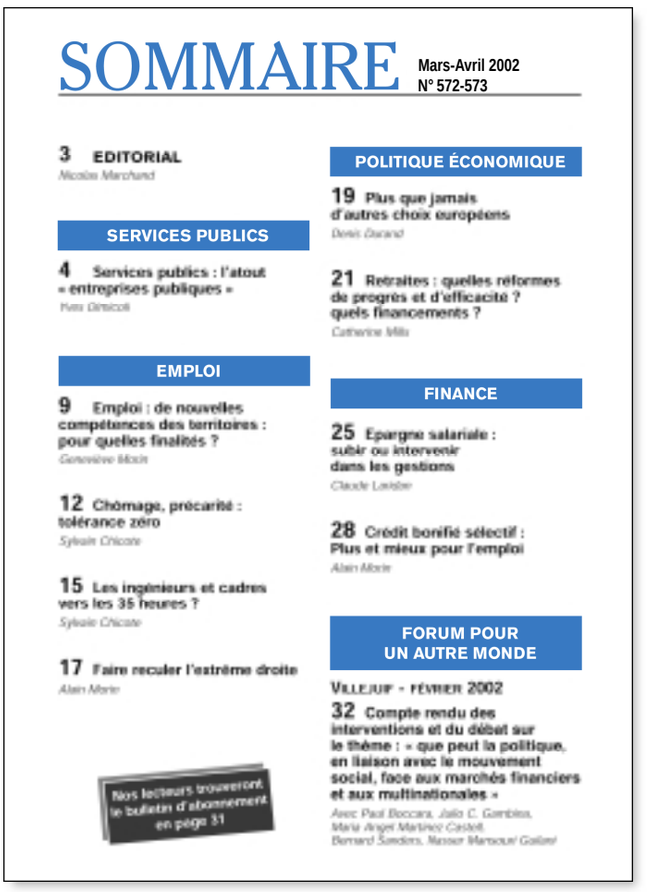
ENERGIE

37 Enron Earthquake : La déréglementation électrique en question
Bernard Saincy

SERVICES PUBLICS

41 Transport ferroviaire : Les propositions de Robert Hue

44 France Télécom passe de l'Orange au rouge
Michel Doutre



SOMMAIRE

Mars-Avril 2002
N° 572-573

3 EDITORIAL
Nicolas Marchand

SERVICES PUBLICS

4 Services publics : l'atout « entreprises publiques »
Yves Dimicoli

EMPLOI

9 Emploi : de nouvelles compétences des territoires : pour quelles finalités ?
Geneviève Mosin

12 Chômage, précarité : tolérance zéro
Sylvain Chicote

15 Les ingénieurs et cadres vers les 35 heures ?
Sylvain Chicote

17 Faire reculer l'extrême droite
Alain Morin

Nos lecteurs trouveront le bulletin d'abonnement en page 31

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

19 Plus que jamais d'autres choix européens
Denis Durand

21 Retraites : quelles réformes de progrès et d'efficacité ? quels financements ?
Catherine Mills

FINANCE

25 Epargne salariale : subir ou intervenir dans les gestions
Claude Lovisier

28 Crédit bonifié sélectif : Plus et mieux pour l'emploi
Alain Morin

FORUM POUR UN AUTRE MONDE

VILLEJUIF - FÉVRIER 2002

32 Compte rendu des interventions et du débat sur le thème : « que peut la politique, en liaison avec le mouvement social, face aux marchés financiers et aux multinationales »
Avec Paul Boccara, Jaïo C. Gambiza, Maria Angel Martinez Castell, Bernard Sanders, Nasser Mansour Gallan

SOMMAIRE

Mai-Juin 2002
N° 574-575

ÉDITORIAL

2 Chantiers ouverts au public
Michel Laurent

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

4 Raffarin : une main de fer dans un gant de velours pour les marchés financiers
Yves Dimicoli

9 Pas touche au Smic

10 Audit des finances publiques : le poids de la dérive sociale-libérale
Yves Dimicoli

12 La formation professionnelle : Etat des lieux et perspectives concernant les mesures Raffarin
Julie Morin

14 A propos des contrats jeunes
Fabien Maury

16 Le PARE... un an... après Déficit de l'Unedic et nouvelles menaces pour les chômeurs
Catherine Mills, José Caudron

21 Réformer la fonction publique pour réduire les inégalités et créer des emplois
Bernard Briac

EMPLOI FORMATION

24 Formation professionnelle et emplois non qualifiés
Paul Sassolas

FINANCE

32 La guerre monétaire, toile de fond de la crise financière
Denis Durand

CONJONCTURE

36 Quand les Etats-Unis exportent leurs difficultés
Sébastien Ganet

ENTREPRISES

40 Vivendi : L'exigence d'un nouveau type de nationalisation
Yves Dimicoli

EUROPE

43 L'Europe et la Convention : il faut s'en mêler
Francis Wurtz

45 Conseil européen de Séville La fuite en avant dans l'hyper-libéralisme
Fabien Maury

Nos lecteurs trouveront le bulletin d'abonnement en page 3 de couverture

SOMMAIRE

Juillet-Août 2002
N° 576-577

ÉDITORIAL

Mettre en échec la droite, bâtir une alternative de progrès
Brigitte Dansac

CONJONCTURE

2 Etats-Unis et Bourses : une double domination contre l'emploi et la croissance
Yves Dimicoli

EMPLOI

8 Plan Fillon : travailler plus pour « coûter » moins
Alain Morin

11 Deux questions à Maryse Dumas

12 Durée du travail : 39 heures payés 35 pour relever le profit
Sylvian Chicote

POLITIQUE ECONOMIQUE

16 Un budget pour satisfaire la rentabilité financière
Fabien Maury

PRIVATISATIONS/ SERVICES PUBLICS

19 Initiative : création d'une « coordination anti-privatisation pour une alternative de progrès »
Marie-France Beaufils

21 L'urgence d'un bilan des privatisations
Bernard Salncy

INTERNATIONAL

26 Un an après le 11 septembre : politique de force ou nouveau Moyen-Orient ?
Jacques Fath

COMPRENDRE

28 Bonnes feuilles du livre de Paul Boccara : Une sécurité d'emploi ou de formation Pour une construction révolutionnaire de dépassement contre le chômage

Crédits photos :
Une de cour : C. Soubra
G.L.R. : p. 15, p. 22, p. 24, p. 31
DR : p. 5, p. 20, p. 25. Medef : p. 13
CGT Espagne : p. 29. IUT Perpignan : p. 33

SOMMAIRE

Septembre-Octobre 2002
N° 578-579

ÉDITORIAL

2 Défis politiques
François Retot

ACTUALITÉ

4 Libéralisme, populisme et besoin de dépassement du capitalisme
Yves Dimicoli

EMPLOI

8 Plan Fillon : L'Etat au service du marché du travail capitaliste
Alain Morin

13 Loi de modernisation sociale : La riposte à Raffarin
Yves Dimicoli

17 La formation tout au long de la vie Questions sur le PARE et la formation professionnelle
Julie Morin

PRIVATISATIONS/SERVICES PUBLICS

19 Enjeux politiques de la lutte contre les privatisations
Nicolas Marchand

21 Quelques pistes pour un avenir de France Télécom libéré de la domination du marché financier
Cgt-ft

25 Privatisation d'Air-France : empêcher le crash
Yvon Toull, Francis Martin

28 Conférence de presse du 23-10-2002 à propos des privatisations (extraits)
Marie-Georges Buffet

PROTECTION SOCIALE

29 Système de santé : c'est une véritable dérive néo-libérale qui se dessine
Jean-Paul Denis

31 Hare sur la dépense publique de santé
José Caudron

34 Loi de financement de la Sécurité sociale Continuité et préparation des ruptures
Benoit Mornar

FINANCE

37 Les banques et le crédit au cœur des dilemmes de la politique économique
Denis Durand

COMPRENDRE

42 La crise, l'Europe, le monde Défis de radicalité des solutions
Paul Boccara

A LIRE

47 Un livre à méditer, un livre pour militer Combats immédiats et perspective de transformation
Yves Dimicoli

Nos lecteurs trouveront le bulletin d'abonnement en page 15

SOMMAIRE

Novembre-Décembre 2002
N° 580-581

ÉDITORIAL

2 Guerre ou paix en Irak : un enjeu européen
Daniel Cirera

CONJONCTURE

4 Réorienter l'Europe Le véritable enjeu : la Banque centrale européenne
Yves Dimicoli

7 L'Irak et la stratégie pétrolière américaine
Paul Sladki

EMPLOI

10 Hewlett Packard : sécuriser les prélèvements financier ou sécuriser l'emploi et l'avenir du territoire ?
Yves Dimicoli

13 Civis : face à la gravité de la remontée du chômage, une mesure palliative ?
Fabien Maury

16 Des propositions alternatives pour Jacquemard et le textile auboin
Yves Dimicoli, Alain Morin

DOSSIER

ABROGATION DE LA LOI SUR LE CONTRÔLE DES FONDS PUBLICS

19 Relever le défi de l'abrogation de la loi Hue
Alain Morin

22 Fonds publics : l'exigence sociale

24 Appel-pétition pour un contrôle de l'efficacité des fonds publics attribués aux entreprises

PROTECTION SOCIALE

25 Retraites : mettre en échec la régression Cinq questions à Catherine Mills

29 Les sept mensonges du patronat

31 Unedic : un accord contre les chômeurs.
Catherine Mills

PRIVATISATION/SERVICES PUBLICS

34 Retraites EDF : L'enjeu est bien la privatisation
Michel Jacobs

36 Des services financiers de La Poste au service de la société
Denis Durand

40 D'autres choix pour la SNCF
Daniel Junker

ENVIRONNEMENT

42 Marée noire : à l'avenir préserver l'essentiel pas le capital
Sylvie Mayer

COMPRENDRE

44 Sur certain défis fondamentaux d'une autre construction mondiale
(Dernière partie de « La crise, l'Europe, le monde. Défis de radicalité »)
Paul Boccara

Nos lecteurs trouveront le bulletin d'abonnement en page 6